

La sécurité en ligne de mire

Le Matin, Cléa Favre, 24 mars 2016



DÉFI Assommée par les coups infligés par Daech, l'Europe réfléchit à mieux se protéger.

N'importe qui peut s'inventer terroriste. N'importe qui peut être visé. Pas de structure de commandement à éliminer pour désorganiser tout un réseau. Pas d'ordre à intercepter. Face à cette forme d'action, les services de renseignement semblent dépassés. Impossible de détecter toutes les bombes humaines potentielles. Après les attentats de Bruxelles et de Paris, l'Europe découvre sa vulnérabilité et cherche des pistes pour y remédier.

CONTRÔLER LES FRONTIÈRES

«Il y a urgence à renforcer le contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne», tonnait hier matin Manuel Valls, premier ministre français. Or cette mesure s'avérerait totalement inefficace. «Les terroristes sont pour la plupart des nationaux», rappelle **Vincent Chetail**, professeur de droit international à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID). «L'Etat islamique a aussi pris l'habitude de confisquer le passeport de ses combattants occidentaux pour s'en servir pour entrer en Europe, en changeant la photo.» Des terroristes déterminés pourraient donc très bien pénétrer sur le territoire. D'autant plus qu'ils savent comment éviter les contrôles. «Cette litanie de se focaliser sur les frontières est curieuse. Elle répond à une panique généralisée sur fond de populisme. Les gouvernements se sentent obligés de faire ces propositions destinées à rassurer leur opinion publique. Alors que cela ne résoudra rien.»

ACTIVER LE PNR

Manuel Valls a également réitéré sa volonté de voir le «Passenger Name Record» (PNR) effectif. Cet instrument est né suite aux attentats du 11 septembre 2001. Washington avait alors exigé que l'Europe lui transmette les données personnelles des passagers des vols transatlantiques. L'idée est aujourd'hui de mettre en place un tel fichier pour, cette fois, les passagers voyageant au sein de l'espace européen. Mais le projet piétine. «Cette mesure irait dans le bon sens», commente Daniel Rémy, consultant en sécurité et en sûreté. Néanmoins, il met lui aussi en avant le problème des faux passeports. «Daech fabrique des

milliers de documents authentiques qui proviennent d'imprimeries officielles de Syrie et d'Irak. Il s'agit donc de vraies fausses identités indétectables.»

CONDAMNER PLUS

Autre piste: rendre les sanctions plus lourdes. Cependant, les peines pénales infligées aux terroristes sont déjà sévères. «La question, c'est: est-ce que ce sera dissuasif? Vu le profil des concernés – déterminés et prêts à se faire exploser – 5 à 10 ans de prison supplémentaires ne changeront rien», estime Vincent Chetail. On reste encore ici dans la logique de simplement rassurer la population, sans tenir compte des réels enjeux sécuritaires et sociaux de la lutte contre le terrorisme.

CRÉER UN FBI EUROPÉEN

Si les polices européennes collaborent, certains observateurs pensent opportun de créer un échelon supérieur: un FBI européen. Comme il existe une agence pour la justice, Eurojust, et une pour la lutte contre la criminalité, Europol. «Il y a deux possibilités d'amélioration», soutient Frédéric Esposito, directeur de l'Observatoire universitaire de la sécurité à l'Université de Genève. «Soit améliorer la coopération actuelle, mais il me semble qu'on est arrivé aux limites de l'exercice. Soit créer une nouvelle force pour combler les trous dans le maillage existant.» Ce FBI sauce Bruxelles permettrait aux forces de l'ordre d'être plus réactives en cas d'attentat. Et surtout d'avoir davantage de moyens pour collecter des informations et mener des enquêtes. «La problématique du terrorisme est européenne. Une police doit pouvoir agir sur l'ensemble du territoire facilement.» Aujourd'hui, le partage de renseignements n'est pas toujours aisé dans un réseau de 28 États. «La clé, c'est la confiance. Elle n'est ni évidente ni immédiate.»

PROPOSER UNE ALTERNATIVE

Sans prévention, les bombardements de Raqqa et la surveillance des milieux salafistes resteront vains. «Là où l'enjeu se situe réellement, c'est au niveau de l'idéologie», avance Frédéric Esposito. Le projet que propose la société occidentale à ces jeunes ne les séduit plus. Ceux-ci n'y trouvent plus leur place. «Leur apport en tant qu'agent social, politique et économique n'est pas reconnu. Or la marginalisation alimente les comportements extrémistes.» Une introspection est donc nécessaire quant à l'égalité des chances et à l'effectivité de notre filet social. «Il faut leur montrer que le seul projet de vie possible, c'est de participer au développement d'un Etat démocratique, et non d'un monstre qui viole les droits de l'homme chaque jour», conclut-il.